

Synthèse des débats des tables rondes

Bedrani S., Rastoin J.L.

in

Dupuy B. (ed.).

La formation supérieure des cadres de l'agriculture et de l'alimentation dans les pays du bassin méditerranéen

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 36

1999

pages 147-150

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI990740>

To cite this article / Pour citer cet article

Bedrani S., Rastoin J.L. **Synthèse des débats des tables rondes**. In : Dupuy B. (ed.). *La formation supérieure des cadres de l'agriculture et de l'alimentation dans les pays du bassin méditerranéen*. Montpellier : CIHEAM, 1999. p. 147-150 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 36)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Synthèse des débats des tables rondes

Slimane Bedrani, Jean-Louis Rastoin

Professeur INA, Alger (Algérie) – Professeur ENSA, Montpellier (France)

Ce séminaire a réuni une soixantaine de participants, responsables et professeurs de l'enseignement supérieur, d'organisations de recherche, d'entreprises, d'institutions gouvernementales et financières originaires de différents pays riverains de la Méditerranée.

La diversité des participants a permis de dépasser le cadre strict des points de vue officiels pour esquisser une prospective des tendances lourdes dans le champ retenu pour les discussions.

Les interventions des conférenciers invités pour nourrir les débats ont permis de mesurer l'importance des enjeux sous-jacents au thème du séminaire. En effet, l'enseignement supérieur agronomique et agro-alimentaire des pays méditerranéens (ESAAP) se trouve confronté à un double défi :

1. Celui du mouvement de l'internationalisation/mondialisation/globalisation qui touche à des degrés divers l'ensemble des pays de la planète et leurs systèmes éducatifs.
2. Celui des problèmes spécifiques à la zone méditerranéenne et au secteur agricole/agro-alimentaire (modèle de consommation, ressources en terre et en eau en particulier (cf. document CIHEAM rassemblant les exposés).

La méthode d'animation utilisée durant le séminaire, basée sur une participation active des personnes présentes a consisté à centrer les discussions sur 4 thèmes pré-sélectionnés par le comité d'organisation :

- ☐ La demande de formation: *nouveaux profils et nouveaux métiers*,
- ☐ L'offre de formation: *les opérateurs du futur et les nouveaux programmes*,
- ☐ Les outils et les méthodes : *les nouvelles approches pédagogiques*,
- ☐ Les nouvelles formes de coopération: *les réseaux*.

Les 60 participants au séminaire ont été invités à se réunir en 5 «tables rondes» ou mieux «ateliers de réflexions / propositions», constitués en panachant l'origine et les responsabilités exercées :

- ☐ Technologie et production,
- ☐ Enjeux pour la gestion des ressources naturelles,
- ☐ Gestion des entreprises et dynamique des marchés,
- ☐ Développement régional et politiques nationales,
- ☐ Ingénierie des systèmes de formation.

Chacun des ateliers a élaboré ses propres réponses aux questionnements soulevés (2 questions par thème), pour chacun des 4 thèmes indiqués ci-dessus.

Enfin, 2 rapporteurs ont proposé en séances plénières une synthèse des travaux des 4 ateliers. Le document CIHEAM «Résultats des discussions en tables rondes» et le présent rapport constituent une présentation synthétique des conclusions du séminaire.

Bien entendu, cette présentation ne peut être que réductrice. Elle traduit une convergence d'opinions au sein des participants au séminaire, parfois sur la base du plus petit dénominateur commun et ne peut donc pas prétendre à être un reflet fidèle de la grande diversité des points de vue exprimés. Elle a

néanmoins l'intérêt d'identifier un certain nombre de tendances lourdes que nous espérons utiles aux décideurs.

Thème I – La demande de formation : nouveaux profils, nouveaux métiers

Il s'agissait concrètement d'identifier les «**emplois du futur**», les profils des cadres des secteurs agricoles et agro-alimentaires.

Les 5 ateliers ont estimé que les métiers les plus porteurs dans ces secteurs allaient concerner, dans les 10 ans à venir : le management de projets de toutes natures (entreprises agricoles, nouveaux produits, investissements agro-industriels, ressources naturelles, dans le cadre d'organisations publiques, consulaires ou privées), l'interfaçage entre les ressources potentielles (savoirs, services) et la demande de services : le marketing des produits (y compris les aspects commerciaux et la vente) ; la production et la gestion d'innovations en entreprise (R & D, expertise, animation d'équipes).

Commentaire des rapporteurs :

On doit noter les difficultés encore présentes à adopter une analyse en terme de «système alimentaire» et non plus seulement d'agriculture. Or, même si les métiers de l'agriculture et de l'élevage connaîtront sans doute des bouleversements profonds (particulièrement dans la recherche agronomique privée et publique), le marché de l'emploi, pour les diplômés des institutions de formation supérieure agronomique, se déplace, progressivement mais rapidement, vers les métiers d'aval (logistique, industrie agro-alimentaire, distribution/restauration, services aux entreprises).

Ces emplois du futur vont nécessiter des compétences particulières. Les ateliers ont ici fourni des propositions largement convergentes, en insistant sur l'importance des aptitudes relationnelles (communication, animation d'équipes, leadership), la capacité au diagnostic de situations complexes, la réactivité (compréhension du changement, attitude prospective), l'ouverture internationale (maîtrise des langues étrangères, mais aussi perception des spécificités culturelles et des caractéristiques nationales des marchés), outre bien entendu les indispensables compétences techniques, socle de la formation d'ingénieur.

Commentaire des rapporteurs :

Il y a ici, semble-t-il, une bonne perception des exigences des employeurs potentiels, tant du secteur public que des entreprises privées, vis-à-vis de futurs cadres supérieurs, d'un coût relativement élevé.

Thème II – L'offre de formation : les programmes du futur et les opérateurs

Ce thème, bien que soulevant de délicats problèmes de responsabilités institutionnelles a permis de noter un large accord des participants sur :

- ☐ La nécessité du «pilotage par l'aval» des contenus de formations, c'est-à-dire l'adaptation des programmes aux besoins des utilisateurs et leur flexibilité pour répondre à une accélération des changements au plan économique ;
- ☐ L'intérêt de recourir à une approche pluridisciplinaire tout en veillant à un bon équilibre entre les formations théoriques et pratiques, au sein des formations ;

- ❑ Le rôle important des partenariats (public/privé, académique/professionnel, régional/international) dans l'émergence de nouveaux opérateurs de formation capables de mettre en place les programmes adaptés aux marchés de l'emploi du prochain millénaire.

Commentaire des rapporteurs

Dans le cadre d'une ouverture généralisée à l'économie de marché, et donc d'une demande de compétitivité accrue, les exigences de niveau de compétence et d'opérationnalité des employeurs ne peuvent que croître. Par ailleurs, les institutions de formation vont se trouver de plus en plus en concurrence au niveau international pour «capter» des étudiants. En conséquence, la recherche de synergies à travers les partenariats va devenir un élément important des stratégies des acteurs nationaux de formation. Enfin, l'offre de formations courtes et fortement ciblées sur des compétences précises prendra sans doute une très forte extension.

Thème III – Outils et méthodes des nouvelles approches pédagogiques

Les discussions ont porté sur le NTCl (nouvelles technologies de la communication et de l'information) dont on note la montée rapide dans le domaine de la formation.

Les participants aux ateliers ont validé certains des atouts des NTCl dans le contexte de l'enseignement supérieur agronomique et agro-alimentaire : facilité d'accès aux informations et personnalisation de l'itinéraire pédagogique, mise en réseau des différents acteurs (étudiants, formateurs, chercheurs, professionnels), coût potentiel réduit par économie d'échelle.

Cependant, les débats ont également conduit à insister sur la nécessité d'autres approches pédagogiques pour un enseignement performant : la dynamique de groupe (contacts entre étudiants), le travail en salle (présence d'un enseignant), le suivi personnalisé (tutorat), le stage sur le terrain (learning by doing) et le caractère encore irremplaçable des matériaux pédagogiques «conventionnels» (documents-papier tels qu'ouvrages, cours, études de cas).

Commentaire des rapporteurs :

L'efficacité pédagogique passera, comme le relèvent justement les différents ateliers, par une combinaison de différentes méthodes, dont celles mobilisant les NTCl. Par ailleurs, l'investissement dans les NTCl exigera une population importante d'étudiants, d'où l'importance des réseaux inter-institutionnels évoqués ci-dessus.

Thème IV – Les réseaux, nouvelles formes de coopération

La mise en place des réseaux de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur agronomique et agro-alimentaire passe tout d'abord, selon les participants aux ateliers, par une identification claire des besoins et de l'offre actuelle (pôles de compétence, observatoire des métiers). Sur cette base, on peut imaginer la création de modules de formation (faisant appel au partenariat public/privé comme mentionné plus haut).

Les produits à créer concerneront aussi bien les bases de données factuelles et bibliographiques, que l'organisation de rencontres (forum d'échanges, co-tutorats, mobilité enseignants et étudiants) et de sessions de formation de formateurs.

Une telle coopération pourrait s'appuyer sur les spécificités de l'agriculture et de l'alimentation méditerranéenne (par exemple la gestion de l'eau ou le modèle de consommation) dans la mesure où les spécificités génèrent des compétences distinctives et des marchés au plan international.

Les pressions de l'environnement économique et social, tout comme les complémentarités institutionnelles, l'existence de financement (MEDA) et le partage des coûts constituent autant de forces favorables à la coopération inter-institutionnelle.

Cependant, il sera nécessaire de lever plusieurs contraintes pour finaliser de tels projets : en particulier l'inertie des organisations et des individus, l'insuffisance des volontés politiques, les moyens matériels et humains limités au sud et à l'est de la Méditerranée, les difficultés de coordination.

Commentaire des rapporteurs :

On ne soulignera jamais assez l'importance des réseaux, dans les domaines de la formation et de la recherche, pour le renforcement des liens entre pays méditerranéens et pour atteindre l'objectif ambitieux de faire de la Méditerranée une zone de prospérité partagée. Le préalable à l'élargissement de la coopération semble se situer au niveau de la capacité d'initiative des acteurs nationaux et inter-gouvernementaux et de l'appui politique et financière à de telles initiatives.

En conclusion, pour les rapporteurs, l'analyse des cinq ateliers paraît lucide. Le trait probablement le plus marquant du séminaire d'Istanbul est l'avancée (et l'urgence) du concept d'ouverture dans le domaine de la formation des futurs cadres de l'agriculture et de l'agro-alimentaire dans les pays méditerranéens :

- ❑ Ouverture internationale tout d'abord, dans le contexte désormais largement admis de la «mondialisation», facteur de tensions concurrentielles, mais aussi de potentialités de développement, tant pour les institutions de formation que pour les diplômés ;
- ❑ Ouverture vers les secteurs professionnels, ensuite, par la référence à la nécessaire écoute des signaux en provenance des entreprises quant à leurs besoins en cadres ;
- ❑ Ouverture des programmes de formation vers la multidisciplinarité des programmes, des approches (théoriques/pratiques) et des instruments (NTCI, conventionnelles) ;
- ❑ Ouverture enfin de l'éventail des formations de manière à anticiper et accompagner les mutations en cours sur le marché de l'emploi : élargissement des fonctions de cadre supérieur, du développement agricole vers les métiers de l'agro-alimentaire (industries et services) et ceux de la gestion/valorisation de l'espace rural, sollicitant fortement les institutions de formation supérieure agronomique pour un «re-positionnement stratégique».

Le CIHEAM, initiateur du séminaire d'Istanbul et instrument éprouvé de la coopération entre pays méditerranéens dans les domaines de la formation et de la recherche en matière agro-alimentaire, pourrait jouer un rôle moteur dans cette perspective.

